RN, Macronie, NFP : un découpage en trois blocs à l'Assemblée... et dans la société française

Hadrien Mathoux



Le découpage de l'Assemblée en trois blocs d'importances égales ne suffit pas à expliquer la crise de régime que vit le pays. Car cette tripartition est aussi sociale et géographique, et nourrit l'impasse politique, condamnant la Ve République à l'immobilisme.

« Deux Français sur trois ». C'était le titre d'un essai publié en 1984 par Valéry Giscard d'Estaing, l'ex-président de la République y déclinant son ambition de « concevoir un dessein national conciliant la générosité et l'efficacité ». L'entreprise politique a échoué. Celle d'Emmanuel Macron, lointain héritier de Giscard en tant que président se revendiquant du centre, paraît encore plus complexe. Au vu de sa catastrophique cote de popularité, le chef de l'État peine à convaincre ne serait-ce qu'un Français sur trois. La situation à l'Assemblée nationale reste bloquée, tant nul Premier ministre ne semble en mesure de réunir derrière lui une majorité pour voter un budget.

À LIRE AUSSI : "C'est une affaire folle, où tout est possible" : comment Marine Le Pen prépare son retour politique

On l'a beaucoup écrit : la tripartition de la vie politique en blocs d'importance égale fait dérailler la Ve République, taillée pour fonctionner dans le cadre d'un bipartisme majorité-opposition. Les commentaires, en revanche, ont tendance à rejeter entièrement la faute sur les acteurs politiques, accusés de ne pas faire preuve de bonne volonté, de refuser tout compromis, de ne pas disposer de la maturité des parlementaires scandinaves ou allemands qui savent, eux, former des coalitions.

Tout n'est pas faux dans ce constat, mais c'est un peu court. La médiocrité politicienne ne suffit pas à expliquer la paralysie nationale. Car ce n'est pas qu'à l'Assemblée que le pays est profondément divisé. Le découpage en trois blocs (NFP – socle commun – Rassemblement national) recoupe, *grosso modo*, celui de la société française. Le vote pour l'une ou l'autre des coalitions ne traduit pas qu'un avis sur l'identité du Premier ministre ou le taux optimal de prélèvements obligatoires, mais des divergences profondes de visions du monde, de modes de vie, d'habitats.

À LIRE AUSSI : <u>Macron s'inquiète des propagandes étrangères en France... et décide de se confier</u> au JDNews

La désindustrialisation et la métropolisation ont en effet ajouté une césure géographique aux séparations sociales existantes. Les classes sociales vivent séparées, parfois claquemurées. Les habitants des métropoles, diplômés du tertiaire, peuvent passer plusieurs semaines sans croiser un seul électeur du RN dans leur quotidien, et beaucoup les considèrent comme des sous-citoyens arriérés et racistes. Les partisans de Marine Le Pen, plutôt situés dans les zones rurales et périphériques, sont nombreux à éprouver un immense mépris à l'égard des « bobos » des centres-villes jugés déconnectés, hors-sol. Lors de la dernière élection présidentielle, certains refusaient même de croire en l'élection d'Emmanuel Macron, au motif qu'ils ne connaissaient absolument personne, dans leur entourage, qui avait voté pour lui.

Usure du front républicain

On mesure ce qu'un bulletin Le Pen peut avoir d'incongru dans une start-up ou un magasin bio du XIe arrondissement de la capitale, tout comme il est inconcevable d'éprouver la moindre sympathie pour Jean-Luc Mélenchon dans la plupart des villages de la France profonde. Les membres des trois blocs ne sont pas juste en désaccord : ils se méprisent, ne se comprennent pas, se haïssent parfois. Ils ne lisent pas les mêmes médias, n'ont pas les mêmes loisirs, ne mangent pas la même nourriture, ne partent pas en vacances aux mêmes endroits. Sans verser dans la nostalgie d'un âge d'or où tous les Français se ressemblaient – une telle époque n'a jamais existé –, on ne peut que constater que les fêlures ont rarement été aussi profondes, le pays a rarement été aussi hétérogène et désuni.

À LIRE AUSSI : <u>Les indiscrétions de "Marianne" : le plan secret de François Bayrou pour partir en beauté, et la grosse colère de Mélenchon</u>

Entre les deux tours des élections législatives de 2024, électeurs du Nouveau Front populaire et de la coalition gouvernementale ont uni leurs suffrages pour faire barrage au Rassemblement national, arrivé en tête au premier tour. Mais au-delà de la mythologie un peu usée du « front républicain », il y a fort à parier que cette alliance de circonstance était davantage dû à la position de favori du RN qu'à un sentiment de proximité supplémentaire partagé par les sympathisants de la gauche et du centre. Si le NFP avait été en mesure de l'emporter, n'aurait-on pas assisté à un rapprochement des macronistes et du RN pour faire échouer un gouvernement de gauche ? C'est là le nœud gordien qui étrangle la situation politique, pour le moment : s'il y a une seule chose sur laquelle deux des trois blocs de la société française sont capables de se mettre d'accord, c'est pour empêcher le troisième de gouverner.